



REVUE DE PRESSE DE SLE

I) Politique

- La Pologne, qui a pris la présidence de l'UE s'est fixée trois missions prioritaires, qui pourraient être difficiles à tenir dans le contexte actuel.
 - o Le développement du partenariat oriental avec les pays de l'Est, qui pourrait être bousculé par la priorité donnée au printemps arabe.
 - o L'intégration du marché unique européen, gêné par la tentation protectionniste qui se développe en Europe. Elle a d'ailleurs soumis son adhésion à la zone euro à un durcissement de la discipline budgétaire.
 - o Le renforcement de la sécurité énergétique qui va se heurter au débat sur la sortie du nucléaire.

- Jean Claude Trichet a abordé la question de la création d'un ministère des finances européen. Dans le cadre de la gestion de la crise grecque, pour répondre aux difficultés à faire émerger un consensus auprès des Etats européens et à trouver une solution pertinente et efficace pour faire repartir l'économie du pays
 - o Tout d'abord, il propose la création d'une instance européenne, qui aurait un droit de Veto sur certaines politiques économiques nationales.
 - o Puis la mise en place d'un ministère en charge la surveillance des politiques budgétaires et de compétitivité, l'ensemble des responsabilités traditionnelles, qui incombent à cette fonction.
 - o La troisième fonction serait de représenter l'UE au sein des instances financières mondiales.

- Dans le même sens, la Commission souhaite que l'UE soit représentée par un seul siège au sein du FMI. A l'heure actuelle, les pays concernés ne sont pas prêts à abandonner ces prérogatives.

- La Commission Européenne a voté le projet de budget pluriannuel pour la période 2013-2020. 4 mesures fortes à retenir :
 - o Maintien de la PAC (36% du budget européen)
 - o Aides de la politique de cohésion en faveur des régions en retard de développement
 - o La recherche et l'innovation
 - o Les infrastructures en matières énergétiques, de transports, de technologies de l'information.

Le texte prévoit le retour à des ressources propres avec la TVA et la Taxe sur les transactions financières.

- La commission Européenne a pris position, par la voix de Jose Manuel Barroso, pour inscrire la taxe sur les flux financiers à l'ordre du jour du G20.
- Une conférence sur la loi de programmation budgétaire doit se tenir le 20 et 21 Octobre prochain afin de définir le budget de l'UE pour la période 2014-2020. Si cette conférence marque la volonté des européens de réfléchir à leur avenir financier, aucune décision ne sera prise avant l'été 2012.
- Paraphrasant John Connaly à propos de l'avènement du Dollar, Jean Quatremer explique dans un article pourquoi « l'euro est notre monnaie, mais c'est votre problème ». Mettant en exergue le rôle important de la monnaie unique comme valeur de réserve, il évoque l'inconscience de certains politiques, économistes, qui ne voient pas le danger dans l'explosion de la zone euro, alors même que les Etats-Unis et la Chine suivent de près l'évolution autant sur le plan économique et financier, des choix faits par les dirigeants européens. Les américains ont d'ailleurs demandé à ce que l'Europe « parle d'une seule voix, une voix claire » (Tim Geithner, secrétaire d'état au Trésor).
- Le blog « la lettre volée » publie un article critique contre le monde qui avait annoncé dans un éditorial : ne l'oublions pas, l'Euro est un atout. ([A lire](#))
- Au cours de l'été, une expression récurrente a trouvé sa place dans les esprits et dans les médias. Il s'agit du fédéralisme européen. La crise grecque, et l'investissement des Etats pour participer à la survie de la zone euro a montré l'importance d'une gouvernance commune, notamment financière. La mise en œuvre de plan de soutien, la répartition des responsabilités, et la nécessité d'envisager des solutions à long termes afin de lutter contre les maux qui s'attaquent à l'économie (notamment le chômage), les partenaires européens doivent se pencher sur la question d'une gouvernance économique commune.
 - o Joseph Daul (PPE) a salué les "décisions capitales" qui doivent "bien sûr être maintenant mises en œuvre sans délai et le paquet 'gouvernance économique'".
 - o Pour Daniel Cohn-Bendit, ces conclusions "vont dans la bonne direction puisqu'elles s'orientent vers un fédéralisme financier."
 - o Laurence Parisot (MEDEF) : "Cette détermination peut et doit aujourd'hui ouvrir la voie à une forme inédite de fédéralisme économique"
 - o Sur son blog Robert Toulemon met en évidence qu'à l'heure actuelle, ce n'est pas l'Euro qui est en crise mais la solidarité entre les états de la zone économique. Rappelant en conclusion, que l'Allemagne a, par le passé, proposait à la France la constitution d'un noyau fédéral.
 - o Un article publié par [La lettre volée](#) émet la possibilité d'une augmentation de 1% à 3% du budget européen soit par le biais d'une taxe, soit d'une contribution plus importante des Etats, dans les mêmes proportions qu'actuellement. Suivant l'opinion des souverainistes européens, l'auteur explique que : « *Le fédéralisme budgétaire c'est, de la part des souverainistes européens, le "tapis" du joueur de poker épuisé qui espère vainement se refaire en fin de soirée.* »
 - o Deux articles pointent du doigt la lenteur des états pour aboutir à une solution qui semble inévitable :

- « Allez camarades, encore un effort pour être fédéralistes ». Article publié sur 20minutes.fr le 22 Juillet par [Yannick Laude](#).
 - « Euro : Le fédéralisme ou l'éclatement ». Un article publié par Jean Quatremer sur son blog le 13 Juillet. Il met tout particulièrement en cause l'Allemagne comme frein à l'évolution vers une véritable gouvernance économique. ([Les coulisses de Bruxelles](#)) Un second article paru à la rentrée met en exergue l'évolution de la position allemande sur le sujet. Ainsi plusieurs membres du gouvernement se sont prononcés en faveur des « Etats-Unis d'Europe ». Les questions liées à la fiscalité, au budget et à l'économie seraient alors tranchées au niveau européen. ([Article](#))
- Un article paru sur le site [Come4news.com](#) revient sur le principe de solidarité. Expliquant que cette attitude est l'un des fondements de l'UE, et que globalement c'est l'un des principaux atouts de l'Europe, face à des Etats-Unis sur représentés dans les instances internationales et une Chine, détentrice des principales ressources et de la croissance enviée par le monde entier. L'article revient cependant sur 3 événements récents qui montrent que cette notion perd de plus en plus sa signification : Crise grecque, révolution arabe (et les accords de Schengen) et la gestion de la crise sanitaire.
- Interview de Jacqueline HENARD, journaliste allemande et chercheuse au CERI sur ce que l'Allemagne pense de l'Europe ? (Extraits) « L'Allemagne ne pense pas son avenir en fonction de l'Europe. Elle oublie un peu la géographie et ses voisins ». « L'Allemagne n'a aucune vision du couple franco-allemand comme concepteur de l'avenir de l'Europe ».
- La Commission européenne avait annoncé en mai dernier la révision des critères des accords de Schengen. La France souhaite permettre l'exclusion des pays membres qui auraient défailli à leurs obligations. Elle souhaite également la création d'un commissaire en charge de l'immigration, du co-développement et de l'intégration, ainsi que d'une agence européenne de l'espace Schengen qui aurait pour mission d'éviter les demandes faites par les étrangers dans différents pays.
- Angela Merkel a mis une condition à l'avancée de la candidature de la Serbie à entrer dans l'UE. Cette dernière devra trouver un accord avec le Kosovo, toujours considéré comme une province par les serbes.
- Le Parlement européen a voté le rapport du député socialiste Carlos Coelho mettant en évidence les bons résultats des évaluations menées auprès de la Hongrie et de la Roumanie pour leur adhésion à Schengen, et ont mis en évidence qu'aucune barrière ne gênait désormais cette adoption par les ministres de l'intérieur européens. La France et l'Allemagne émettent toujours de sérieuses réserves.
- Après avoir réalisé une enquête au Danemark concernant le rétablissement des frontières, la Commission Européenne a préféré rester prudente et n'a pas souhaité sanctionner l'infraction.
- La Commission européenne a accepté la clause de sauvegarde demandée par l'Espagne, qui permet à cette dernière de restreindre l'accès des travailleurs roumains à son marché du travail jusqu'au 31 Décembre 2012, sur la base des graves perturbations que connaît le pays dans ce secteur.

- La Commission européenne souhaite conclure les négociations avec la Croatie. Si la finalisation du processus se déroule bien, elle pourra intégrer l'UE en 2013. Benoit XVI a plaidé pour l'entrée de la Croatie dans l'UE. Terre chrétienne, il compte sur son intégration pour diffuser à nouveau valeurs chrétiennes à travers l'Europe.
- L'Islande a entamé ses négociations d'adhésion bien que la population ne soit pas très enthousiaste.
- A l'occasion d'un discours prononcé devant les ambassadeurs de France, Nicolas Sarkozy a mis en exergue l'importance jouée par l'Europe dans l'intervention en Lybie. Oubliant l'absence de certains partenaires européens, le Président a relancé l'idée d'un quartier général militaire permanent de l'UE. Cette idée a été reprise par Catherine Ashton, Haute Représentante de l'Union Européenne, pourtant très absente lors de l'intervention en Libye.
- Londres s'est opposé à la proposition de la Haute Représentante de l'UE de créer à Bruxelles une capacité permanente civilo-militaire de planification et de conduite des opérations menées par l'Union.
- Alors que le Comité National de Transition a pris le contrôle de la capitale libyenne, les dirigeants européens se sont félicités de la réussite de l'action concertée, et se prononce en faveur d'une Lybie démocratique, oubliant au passage, qu'il n'y a pas si longtemps, ils collaboraient avec Kadhafi dans le cadre de programme de développement, l'invitaient dans leurs états, et faisaient du commerce avec lui.
- Les Présidents de l'UE et de la Commission ont salué la victoire de Recep Tayyip Erdogan aux législatives turques.
- L'Union Européenne et la Russie ont tenu un sommet début juin. Au programme : entrée de la Russie à l'OMC, révolution arabe, gestion de l'énergie. L'embargo mis en place, puis levé sur les légumes en provenance de l'UE n'a pas ou presque était abordé.
- L'UE a voté une aide de 10 millions d'euros sous forme d'aide alimentaire à destination de la Corée du Nord qui connaît une année noire en termes de production alimentaire. Certains lui reprochent de ne pas avoir soumis cette aide à des conditions en termes de droits.
- La construction du nouveau siège du Conseil de l'UE a débuté à Bruxelles entraînant avec lui une polémique sur la pertinence de la réalisation d'un projet de 240 millions d'euros alors que les Etats doivent se serrer la ceinture.
- Jean Leonetti a été nommé aux Affaires européennes dans le cadre du dernier remaniement gouvernemental et s'inscrit dans la vision présidentielle : l'intégration étape par étape de la Bulgarie et de la Roumanie au sein de Schengen, défense de la PAC, maintien de tous les pays dans la zone Euro.

- Yves Bertoncini, nouveau président de « Notre Europe » évoque l'importance de l'Europe dans le débat politique pour la présidentielle de 2012. Objet de clivage, elle devrait être omniprésente dans la campagne.

II) Economique et social

- La BCE est restée contre l'idée d'une restructuration de la dette grecque. Une position qui n'a pas fait l'unanimité parmi les dirigeants de la zone euro, prêt à discuter du rééchelonnement de la dette, ou un réexamen des taux d'intérêts.
L'institution a soutenu la participation des investisseurs privés, qui pourraient participer à l'effort du pays en acceptant de reprendre une partie de la dette.
- La Belgique soutient la même position. Pour elle, « lever ce tabou, c'est finalement se dire que la zone euro pourrait être réellement en difficultés ».
- Les discussions entre le gouvernement grec et les inspecteurs, représentant les différentes instances européennes et internationales ont portées sur les progrès réalisés et les efforts consentis à moyen terme, ainsi que les mesures pour y parvenir.
- Le Parlement grec a voté un nouveau plan d'austérité, condition imposée par l'Union Européenne pour débloquer le dernier volet du plan.
- Les grecs, et principalement le mouvement des indignés, fortement opposés au plan d'austérité promis par le gouvernement grec en échange des aides extérieures, ont réclamé le départ du gouvernement et des parlementaires.
- C'est un mouvement massif qui a débuté en Grèce le 28 juin, jour du vote au parlement grec d'un nouveau plan d'austérité, suite à la grève organisée par les syndicats. Portée par les réseaux sociaux, la contestation trouve sa différence avec le mouvement de la Puerta Del Sol par l'hétérogénéité de la population représentée, et la volonté de n'être affiliée à aucune mouvance politique. Regroupé sous le nom « Aganaktismeni » (en colère), ils pointent du doigt l'injustice du plan de sauvegarde qui va peser sur le peuple alors que ce sont les élites et l'Etat largement corrompu qui ont contribué à mettre le pays dans cette situation.
- Dans le cadre d'une interview, Jean Claude Juncker a confirmé que la Grèce était soumise à de véritables limitations de sa souveraineté et qu'elle devait privatiser certaines de ses entreprises.
- Les ministres des Finances de la zone euro se sont réunis par téléconférence début juillet pour valider le versement de 12 milliards d'euros à la Grèce conformément aux accords faisant suite à l'adoption du programme de rigueur grec. Ces derniers devaient également discuter de la participation de créanciers privés au plan de sauvetage.
- Le parlement français a voté le deuxième plan d'aide à la Grèce. Le groupe socialiste s'est abstenu lors de ce vote. La Gauche n'a pas suivi l'enthousiasme de la Droite sur cet accord, affirmant que ce n'était qu'un accord insuffisant sans construction « d'un gouvernement de l'Euro ». Les eurosceptiques et altermondialistes ont de leur côté critiqué largement cette décision.
- La Finlande a émis des conditions à l'attribution d'une aide à la Grèce. Grâce à une clause des conclusions du Sommet extraordinaire de l'Eurozone qui s'est tenu le 21 Juillet, elle souhaite le

nantissement par la Grèce du capital que la Finlande apportera. Une requête suivi par d'autres pays tels que l'Autriche, les Pays-Bas, la Slovaquie, la Slovénie.

- Alors que l'Allemagne a repoussé le vote sur le FESF pour cause de visite papale, la Slovaquie a annoncé ne pas vouloir se prononcer avant Décembre. Cette dernière pourrait lancer un message négatif à propos de la solidarité européenne.
- L'agence de presse Reuters a publié un article dans lequel elle révèle un rapport de la nouvelle commission parlementaire grecque chargée de contrôler le budget, qui indiquait que « la dette grecque est hors de contrôle ». De quoi rassurer les marchés financiers !
- L'Italie et l'Espagne se sont retrouvées sous la pression des marchés et les taux obligataires des deux pays se sont envolés. Les deux états craignent la contagion des crises grecques et portugaises sur leurs économies respectives déjà fragilisées.
- Dans le cadre des aides attribuées aux économies attaquées par les marchés, la BCE a demandé à l'Italie et à l'Espagne des garanties, notamment "Moins de rigidité sur les contrats à durée indéterminée, interventions sur l'emploi public, modification du modèle fondé sur l'extrême flexibilité des jeunes et précaires et la totale protection des autres, contrats de travail stimulant la productivité"
- Les députés espagnols ont voté la règle d'or de la stabilité budgétaire à une très large majorité. Une décision qui devra désormais être validée par le Sénat. Les « Indignés » ont manifesté leur désaccord avec cette mesure.
- La note de Malte a été dégradée par l'agence de notation Moody's, passant de A1 à A2.
- L'agence Moody's a dégradé la note de l'Irlande, considérant que les obligations sont spéculatives. L'UE a annoncé regretter cette décision de l'agence de notation alors que le pays applique le programme d'actions et semble retourner sur le chemin de la croissance.
- Michel Barnier, Commissaire européen, a profité de l'inauguration de l'Agence européenne pour la sécurité des marchés, pour interpellier les agences de notation sur la pertinence de noter des Etats bénéficiant d'aides internationales et soumettre la proposition d'une agence de notation européenne.
Cette proposition a été rejetée par le président de la Commission Européenne.
- Les services publics anglais ont décidé de faire grève à l'annonce du début des pourparlers suggérant l'augmentation de l'âge de la retraite de 60 à 66ans pour les hommes et à 65ans pour les femmes.
- Le 6 août dernier, des émeutes ont débuté en Angleterre, frappant tout particulièrement les quartiers de Londres où la norme est la mixité sociale. Cependant, ce sont des quartiers qui deviennent particulièrement fragiles en période de crise.
- L'Union européenne a mis en place un programme pour la compétitivité et l'innovation. 30 millions d'euros devraient permettre le financement de 42 projets d'éco-innovation.

- La Commission Européenne a présenté son projet de Budget pour la période 2014-2020. Elle prévoit de dépenser 1,025 milliards d'euros, afin de financer la PAC, la recherche, la lutte contre le réchauffement climatique, l'aide aux régions défavorisées et les migrations. Elle a également prévu une rallonge de 58 milliards d'euros afin de financer d'autres projets tels que le projet ITER en France, ou un fonds de solidarité en cas de crise agricole. Réactions immédiates de nombreux gouvernements, qui pensent que la période n'est pas au « dépenser plus » mais au « dépenser mieux ».
La France regrette principalement que l'augmentation du budget européen ne profite pas à la PAC.
- Alors que le débat sur le budget européen touchait à sa fin, la Commission Européenne a utilisé Twitter pour diffuser un document visant à réfuter 6 idées reçues sur l'UE : « L'UE coûte trop cher, son financement, démesuré, décidé de manière non démocratique, faisant l'objet de nombreuses fraudes, est constamment en hausse, et la majorité des dépenses est allouée à son appareil bureaucratique » (Euractiv). Elle met en cause différents sites et notamment de presse, qui relaient des informations erronées, soutenant ainsi ces allégations.
- La Commission des finances de l'Assemblée Nationale a suivi les conclusions de la Commission Européenne. Cette dernière a annoncé que les prévisions de croissance de la France prises dans le cadre de son budget 2013 étaient trop optimistes pour envisager la réduction du déficit public.
- La Commission Européenne n'a pas ciblé uniquement la France mais elle s'est attachée à surveiller les programmes budgétaires et de réformes des 27 et a prononcé pour chacun des recommandations afin de relancer la croissance, l'emploi et d'assurer l'équilibre des comptes publics.
- Alain Lamassoure réagit aux votes du budget européen 2014-2020. Pour lui, la Commission a fait un choix réaliste et courageux concernant les perspectives financières de l'UE. Il n'émet pas de doutes sur l'adoption prochaine de la Taxe sur les flux financiers au niveau européen (y compris de la part des britanniques). Il souhaite voir la mise en place d'une conférence financière européenne qui aurait en charge la préparation du budget européen. Actuellement le débat se faisait entre les seuls ministres des Finances.
- Suite à la publication du rapport sur la France et sa compétitivité, le journal Marianne reprend la phrase suivante « *le salaire minimum français reste l'un des plus élevés de l'Union européenne par rapport au salaire médian* ». Puis, elle propose de « *veiller à ce que toute adaptation du salaire minimum favorise la création d'emplois, notamment pour les jeunes et les personnes peu qualifiées* ». Le journal conclut que la Commission Européenne juge le SMIC français trop généreux.
- Michel Barnier a présenté la version européenne des Accords de Bâle III qui va s'imposer à 8000 établissements : augmentation des fonds propres de 5pts et des liquidités propres. Un ratio est également imposé concernant la proportion des financements externes par rapport aux capitaux propres. Les agences de surveillance seront plus libres dans le contrôle des établissements. Des amendes administratives en cas de non-respect pourront être appliquées.

- Alors que les stress test des banques se déroulaient début Juillet, les ministres de l'économie européens se sont prononcés en faveur de mesures appropriées pour remédier à une situation particulière.
- Bien que le taux de chômage entre les Etats soit stable, la France continue de voir ses chiffres progressés, alors que l'Espagne affiche un taux de 21,2%, avec un taux de chômage des moins de 25ans estimé à 46,2%
- Le commissaire européen à l'emploi Laszlo Andor a approuvé la demande française de déblocage de fonds d'ajustement à la mondialisation au profit des ouvriers de Renault. Ce sont ainsi plus de 3500 personnes qui vont bénéficier de 24,4 millions d'euros.
- Pour faire face à la crise, de nombreux états ont fait le choix de relever leur taux de TVA. Le taux moyen européen est ainsi passé entre 2008 et 2011 de 19,4% à 20,7%.
- Des fonds attribués par le programme de solidarité sociale ont permis le financement de campagne anti-avortement en Hongrie. Cette dernière ne correspondait pas à la proposition de projet soumise par les autorités hongroises. Une enquête est en cours et des sanctions y compris financières pourraient être prononcées d'après Viviane Reding, commissaire européen en charge des droits fondamentaux.
- Les élus locaux souhaitent voir l'Europe s'investir plus dans le développement rural des régions, au-delà des simples financements liés à l'agriculture. La politique régionale menée par l'Europe met en avant l'innovation. Une piste envisagée par différentes régions françaises, qui souhaitent que cette notion aille au-delà de la seule innovation technologique.
- Mario Draghi a été officiellement nommé successeur de Jean Claude Trichet à La BCE. Considéré comme un conservateur, il devrait suivre la ligne de conduite et les codes de communication de son successeur tant sur les taux d'intérêt qu'en termes d'inflation.
- Les instances européennes et l'ONU envisage d'obliger les constructeurs automobiles à diffuser un son sur leurs véhicules électriques. En effet, ces derniers trop silencieux pourraient s'avérer plus dangereux pour les piétons.
- En 2060, plus de 30% de la population européenne aura plus de 65 ans. Les plus de 80ans devraient dans le même temps progressé de 5 à 12%. La population européenne devrait diminuer.
- 213 000 bourses Erasmus ont été distribuées durant l'année 2009-2010. Le programme, qui a couté 415 millions d'euros est celui qui a le plus de succès dans le monde entier.

III) Ecologique – Energie – Agriculture - Pêche

- Les ministres européens du développement et de l'Environnement ont présenté un projet de position commune pour le « Sommet de la Terre » qui se tiendra à Rio en Juin 2012. L'UE souhaite pousser l'investissement dans les éco-énergies par le biais de différents mécanismes financiers.
- La Commission européenne va réviser la directive REACH. Cette dernière a pour but de protéger les consommateurs des dangers des produits toxiques. Actuellement ce sont 47 produits chimiques qui ont été pris en compte alors que les associations annoncent un chiffre de 8 à 10 000 produits qui devraient faire l'objet d'interdiction.
- La Commission européenne a dressé le bilan du programme d'actions pour l'environnement 2002-2012. Reconnaisant les efforts faits, elle indique que sur divers aspects les choses n'ont pas avancé comme prévu, notamment dans le cadre de l'amélioration de la protection de la biodiversité et de la qualité du sol et de l'eau.
- La Cour des comptes européenne a mis en avant la bonne gestion des aides agricoles directes européennes en France. Pointant du doigt les manquements de certains pays, elle cite à plusieurs reprises la gestion française comme un exemple, notamment pour la définition des bénéficiaires, qui prend en compte celui qui assume les risques économiques.
- Le parlement européen souhaite proposer de nouvelles formules de financement des infrastructures énergétiques afin de favoriser la réalisation des objectifs de réduction de 20% en 2020 : émission d'obligations garanties par l'UE, vente aux enchères des quotas d'émissions carbone. Les contributions européennes seraient alors limitées aux « projets d'intérêt européen ».
- Les industriels de l'énergie s'inquiètent de la décision allemande de sortir du nucléaire et ont demandé au Commissaire européen en charge de ces questions de réaliser une étude d'impact sur la sortie du nucléaire et les conséquences sur les prix de l'énergie.
- La Cour de Justice des Communautés européennes doit se prononcer sur le recours de l'Association des transporteurs aériens des Etats-Unis, qui conteste la mise en œuvre de la taxation CO2. Une décision qui fera jurisprudence pour les compagnies asiatiques et européennes.
- Le syndicat Jeunes Agriculteurs souhaite la création d'une interprofession laitière européenne, afin d'assurer une maîtrise de la production en fonction de la demande mondiale et permettre l'anticipation et la gestion des crises.
- Les pays de l'Union se sont accordés sur la mise en place de péages imposés aux poids lourds. 15% des sommes récoltées devront être investis dans le ferroviaire et le fluvial.

- Le JOCE a publié la décision de la Commission Européenne de créer un éco label pour les ordinateurs portables.
- La France a été condamnée pour le non-respect des directives « habitats » et pour l'absence de mesures prises afin de protéger l'espèce les grands hamsters, qui n'est désormais présent que sur 25 communes d'Alsace.

IV) Santé

- La crise européenne liée à la bactérie E. coli se poursuit. Le nombre de décès liés à la bactérie continue d'augmenter. L'Allemagne, notamment Hambourg, est l'épicentre de l'épidémie. Les recommandations lancées par les autorités sanitaires allemandes ont été reprises au niveau européen. L'alerte donnée par la Commission européenne a laissé place à des réactions excessives, ce qui a provoqué de nombreuses critiques du système d'alerte européen. Des appels à la modération ont été lancés.
- La Russie a interdit l'importation de légumes français en provenance de l'UE. Une mesure jugée disproportionnée par Bruxelles. Elle a finalement levé rapidement l'embargo.
- L'Espagne souhaite obtenir une compensation financière de 80 millions d'euros de la part de l'Union européenne suite à l'affaire des concombres contaminés.
- Afin de dédommager les maraichers touchés par la gestion de la crise de la bactérie E.Coli, l'Union européenne a prévu 150 millions d'euros, qui seront affectés aux agriculteurs de produits frais, visés par la Bactérie.

V) Juridique

- Le Parlement et la Commission vont mettre en œuvre un registre des lobbyistes, afin de mieux encadrer l'activité des quelques 5000 groupes de pression et représentants d'intérêts présents à Bruxelles. L'objectif est d'aller vers plus de transparence vis-à-vis des ONG et des citoyens.
- La Commission Européenne vient de décider de mettre en œuvre une équipe d'intervention pour contrer les agressions menées contre ses sites web, ses organismes et agences. L'objectif est de pouvoir agir plus rapidement et efficacement lors d'attaques informatiques, comme cela s'est produit ces dernières semaines.